

Art. 4. En fonction des matières abordées, le Président de la Commission peut faire appel à des représentants d'autres ministres ou à des experts.

Les membres de la Commission peuvent faire appel aux collaborateurs disponibles au sein de leurs services afin de préparer leurs avis et évaluations.

Art. 5. Le Secrétariat Administratif et Technique du Département du Ministre de l'Intérieur est chargé d'assurer le secrétariat de la Commission.

Le Secrétariat se charge notamment de tous les aspects formels qui s'inscrivent dans le cadre du fonctionnement de la Commission.

CHAPITRE III. — *Fonctionnement*

Art. 6. Le Président convoque la Commission au moins une fois par mois et, en outre, chaque fois qu'un des Ministres qui y sont représentés le demandent.

Le Président envoie les invitations pour la réunion au moins cinq jours à l'avance. Il y joint l'ordre du jour ainsi que toutes les pièces utiles.

Art. 7. Dans le cadre de l'exercice des missions qui lui sont confiées par l'article 257sexies, § 2 de la loi, la Commission adresse ses avis et évaluations au Gouvernement.

Art. 8. La Commission émet ses avis sans préjudice des avis à émettre par les autres organes consultatifs visés par la loi.

CHAPITRE IV. — *Activités*

Art. 9. La Commission est mise en place pour une durée d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 10. Dans le cadre de l'exercice de la mission qui lui est confiée par l'article 257sexies, § 2, 3°, de la loi, la Commission fournit un premier rapport d'évaluation au plus tard le 30 septembre 2003.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Notre Premier Ministre et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
G. VERHOFSTADT

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Art. 4. In functie van de te bespreken onderwerpen kan de voorzitter een beroep doen op vertegenwoordigers van andere ministers en/of op experts.

De leden van de Commissie mogen een beroep doen op hun medewerkers, beschikbaar binnen hun diensten, teneinde hun adviezen en evaluaties te laten voorbereiden.

Art. 5. Het Technisch en Administratief Secretariaat van de Minister van Binnenlandse Zaken wordt belast met het secretariaat van de Commissie.

Het secretariaat zal zich onder meer bezighouden met de formele aspecten in het kader van de werking van de Commissie.

HOOFDSTUK III. — *Werking*

Art. 6. De Voorzitter roept de Commissie bijeen ten minste een maal per maand, en in voorkomend geval, telkens een minister die lid ervan is erom verzoekt.

De Voorzitter stuurt de uitnodigingen voor de vergaderingen ten minste vijf dagen vooraf. Hij voegt er de dagorde en alle mogelijke relevante stukken bij.

Art. 7. Bij het uitvoeren van de opdrachten haar toegekend krachtens artikel 257sexies, § 2 van de wet, stuurt de Commissie haar adviezen en evaluaties naar de Regering.

Art. 8. De commissie geeft advies zonder afbreuk te doen aan de adviezen te verstrekken door de andere adviesorganen bedoeld in de wet.

HOOFDSTUK IV. — *Activiteiten*

Art. 9. De Commissie wordt inplaats gesteld voor de duur van één jaar en dit vanaf de inwerkingtreding van huidig besluit.

Art. 10. Bij het uitvoeren van de opdrachten haar toegekend krachtens artikel 257sexies, § 2, 3°, van de wet, zal de Commissie een eerste evaluatierapport neerleggen ten laatste op 30 september 2003

HOOFDSTUK V. — *Eindbeschikkingen*

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 12. Onze Eerste Minister en Onze Minister van Binnenlandse Zaken worden belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
G. VERHOFSTADT

De Minister van Binnenlandse Zaken
A. DUQUESNE

SERVICE PUBLIC FEDERAL

DE PROGRAMMATION POLITIQUE SCIENTIFIQUE

F. 2003 — 1618

[S - C - 2003/21100]

8 AVRIL 2003. — Arrêté royal portant désignation d'un Haut Représentant pour les questions de politique spatiale

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37, 107, alinéa 2, 108 et 167, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6bis tel qu'inséré par la loi du 8 août 1988 et remplacé par la loi spéciale du 16 juillet 1993, en particulier son § 2, 3°;

Vu la loi-programme du 30 décembre 2001, notamment l'article 96, § 2;

Considérant que la politique spatiale est devenue un des enjeux majeurs de la politique de recherche-développement aux plans international et européen et que les techniques et applications spatiales sont des outils de plus en plus présents au service des diverses politiques publiques;

PROGRAMMATORISCHE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WETENSCHAPSBELEID

N. 2003 — 1618

[S - C - 2003/21100]

8 APRIL 2003. — Koninklijk besluit tot aanwijzing van een Hoge Vertegenwoordiger voor de vraagstukken inzake ruimtevaartbeleid

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37, 107, tweede lid, 108 en 167, § 1, eerste lid, van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6bis zoals ingevoegd bij de wet van 8 augustus 1988 en vervangen bij de bijzondere wet van 16 juli 1993, in het bijzonder § 2, 3°;

Gelet op de programmawet van 30 december 2001, inzonderheid op artikel 96, § 2;

Overwegende dat het ruimtevaartbeleid een van de grote uitdagingen van het onderzoek-onwikkelingsbeleid op internationaal en Europees vlak is geworden en dat de ruimtevaarttechnieken en -toepassingen instrumenten zijn die meer en meer ten dienste staan van de diverse openbare beleidskeuzen;

Considérant que notre pays doit rester activement impliqué dans ces évolutions et qu'il convient en particulier de valoriser les investissements consentis jusqu'à présent par la Belgique dans le domaine spatial;

Considérant que le Ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions doit pouvoir s'appuyer sur l'expertise d'un haut fonctionnaire ayant exercé avec compétence, dans ces matières, des responsabilités importantes;

Considérant qu'à ces fins, il s'indique de désigner un Haut Représentant pour les questions de politique spatiale;

Considérant qu'il s'indique aussi de prévoir que, dans le cadre de sa mission et moyennant l'accord du Ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions, ce Haut Représentant puisse remplir des missions à la demande d'un autre Ministre, notamment du Ministre des Affaires étrangères ou du Ministre de la Défense;

Considérant que les fonctions de ce Haut Représentant doivent pouvoir s'exercer dans le cadre des moyens actuellement dévolus à la Politique scientifique fédérale;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères et de Notre Ministre de la Recherche scientifique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. M. Beka, Eric, J., P., G., secrétaire général, ingénieur civil, est désigné Haut Représentant pour les questions de politique spatiale, ci-après dénommé « le Haut Représentant ». Il porte le titre et il a le rang d'ambassadeur.

Art. 2. Le Haut Représentant est chargé de défendre les intérêts belges dans les enceintes internationales et européennes qui traitent des questions de politique spatiale, en particulier au sein de l'Agence spatiale européenne et de l'Union européenne.

Il attache une attention prioritaire à l'optimisation des retours scientifiques et technologiques pour la Belgique, eu égard aux investissements publics consentis par celle-ci dans le domaine spatial, ainsi qu'au soutien aux différents départements ministériels concernés par le développement ou l'utilisation des techniques spatiales.

Pour les besoins de sa mission, le Haut Représentant recueille les avis des milieux scientifiques et industriels impliqués dans la recherche ou les applications spatiales, ainsi que des administrations publiques utilisatrices de l'outil spatial et des informations qu'il génère.

Art. 3. Le Haut Représentant assiste le Ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions, ci-après dénommé « le Ministre », au sein du Conseil de l'Agence spatiale européenne siégeant au niveau ministériel.

Il représente le Ministre au sein du Conseil de l'Agence spatiale européenne siégeant au niveau des hauts fonctionnaires et au sein de l'organe directeur des organisations intergouvernementales ou internationales compétentes en matière de recherche ou d'applications spatiales. Il conduit la délégation belge dans ces enceintes.

Après concertation avec le Président du Service public fédéral de Programmation « Politique scientifique », il peut déléguer tout ou partie de cette représentation ou de cette présidence à un ou plusieurs agents de ce service public fédéral ou d'un établissement scientifique fédéral y lié.

Art. 4. Le Haut Représentant est membre de la Représentation permanente de la Belgique auprès de l'Union européenne. En accord avec le Représentant permanent de la Belgique auprès de l'Union européenne, il coordonne, dans les matières relevant de ses attributions, l'action des membres de ladite Représentation.

Art. 5. En accord avec le Ministre, le Haut Représentant peut recevoir des missions de la part d'un autre Ministre, notamment le Ministre des Affaires étrangères, pour autant qu'elles aient trait aux matières dont il a la charge. Les modalités d'exercice de ces missions, en particulier les dispositions en matière d'assistance administrative, sont fixées de commun accord entre le Ministre et le Ministre concerné.

Overwegende dat ons land actief bij deze ontwikkelingen betrokken moet blijven en dat in het bijzonder de investeringen die België op ruimtevaartgebied tot dusver gedaan heeft ten nutte moeten worden gemaakt;

Overwegende dat de Minister tot wiens bevoegdheid het Wetenschapsbeleid behoort zich moet kunnen verlaten op de deskundigheid van een hoge ambtenaar die, in deze aangelegenheden, met kennis van zaken belangrijke verantwoordelijkheden heeft vervuld;

Overwegende dat het te dien einde aangewezen is een Hoge Vertegenwoordiger voor de vraagstukken inzake ruimtevaartbeleid aan te wijzen;

Overwegende dat het aangewezen is ook vast te leggen dat, in het kader van zijn opdracht en met instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het Wetenschapsbeleid behoort, deze Hoge Vertegenwoordiger opdrachten kan vervullen op verzoek van een andere Minister, inzonderheid van de Minister van Buitenlandse Zaken en van de Minister van Landsverdediging;

Overwegende dat de functies van deze Hoge Vertegenwoordiger moeten kunnen worden uitgeoefend in het kader van de middelen die op het ogenblik toegekend zijn aan het federale Wetenschapsbeleid;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken en Onze Minister van Wetenschappelijk Onderzoek,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De heer Beka, Eric, J., P., G., secretaris-generaal, burgerlijk ingenieur, wordt aangewezen als Hoge Vertegenwoordiger voor de vraagstukken inzake ruimtevaartbeleid, hierna te noemen « de Hoge Vertegenwoordiger ». Hij draagt de titel en heeft de rang van ambassadeur.

Art. 2. De Hoge Vertegenwoordiger wordt belast met het verdedigen van de Belgische belangen in de internationale en Europese instellingen die zich bezighouden met vraagstukken inzake ruimtevaartbeleid, in het bijzonder de Europese Ruimtevaartorganisatie en de Europese Unie.

Zijn aandacht gaat bij voorrang uit naar de optimalisering van de wetenschappelijke en technologische return voor België, gelet op de overheidsinvesteringen van ons land op ruimtevaartgebied, alsmede naar de steunverlening voor de verschillende ministeriële departementen betrokken bij de ontwikkeling of het gebruik van de ruimtevaarttechnieken.

De Hoge Vertegenwoordiger wint ten behoeve van zijn opdracht de adviezen in van de wetenschappelijke en industriële kringen betrokken bij het ruimtevaartonderzoek of de -toepassingen alsmede van de overheidsbesturen die gebruik maken van het ruimtevaartinstrument en van de informatie die het voortbrengt.

Art. 3. De Hoge Vertegenwoordiger staat de Minister bij tot wiens bevoegdheid het Wetenschapsbeleid behoort, hierna te noemen « de Minister », in de Raad van de Europese Ruimtevaartorganisatie op ministerniveau.

Hij vertegenwoordigt de Minister in de Raad van de Europese Ruimtevaartorganisatie op het niveau van de hoge ambtenaren en in het leidinggevend orgaan van de intergouvernementele of internationale organisaties die bevoegd zijn inzake ruimtevaartonderzoek of -toepassingen. Hij staat aan het hoofd van de Belgische afdeling in deze organisaties.

Na overleg met de Voorzitter van de Federale Programmatorische Overheidsdienst « Wetenschapsbeleid », kan hij deze vertegenwoordiging of dit voorzitterschap geheel of gedeeltelijk delegeren aan een of meer personeelsleden van deze federale overheidsdienst of van een eraan verbonden federale wetenschappelijke instelling.

Art. 4. De Hoge Vertegenwoordiger is lid van de Permanente vertegenwoordiging van België bij de Europese Unie. In akkoord met de Permanente Vertegenwoordiger van België bij de Europese Unie coördineert hij, in de aangelegenheden waarvoor hij bevoegd is, de activiteiten van de leden van genoemde Vertegenwoordiging.

Art. 5. In akkoord met de Minister, kan de Hoge Vertegenwoordiger opdrachten ontvangen van een andere Minister, onder meer de Minister van Buitenlandse Zaken, voor zover die betrekking hebben op de aangelegenheden waarmee hij belast is. De wijze waarop deze opdrachten vervuld worden, in het bijzonder de bepalingen inzake administratieve bijstand, wordt vastgelegd in gemeen overleg tussen de Minister en de betrokken Minister.

Art. 6. Dans l'exercice de sa mission, le Haut Représentant rapporte directement auprès du Ministre ou, s'il est fait usage des dispositions de l'article 5, au Ministre concerné.

Art. 7. Suivant des modalités à inscrire dans le règlement d'ordre intérieur du Comité de direction du Service public fédéral de Programmation « Politique scientifique », le Haut Représentant participe aux réunions de celui-ci pour les matières relevant de ses attributions.

Art. 8. Le Haut Représentant bénéficie de la collaboration du Service public fédéral de Programmation « Politique scientifique ».

Il reçoit l'assistance administrative et logistique nécessaire à l'exercice de sa mission. Les modalités de cette collaboration et de cette assistance sont fixées par le Ministre après concertation avec le Haut Représentant.

Art. 9. Le Haut Représentant conserve le bénéfice des dispositions visées aux articles 4 et 5 de l'arrêté royal du 20 mars 1997 fixant le statut du secrétaire général et de certains membres du personnel des Services fédéraux des Affaires scientifiques, techniques et culturelles, ainsi que les prérogatives liées à son rang, dans la mesure où ces dispositions et prérogatives lui sont plus favorables que celles liées à sa fonction de Haut Représentant.

Il conserve par ailleurs les mandats de représentation qu'il exerce actuellement au sein de diverses institutions au nom du Ministre ou des Services fédéraux des Affaires scientifiques, techniques et culturelles.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 7 avril 2003 et cesse de produire ses effets le jour de la mise à la retraite du Haut Représentant.

Art. 11. Notre Ministre des Affaires étrangères et Notre Ministre de la Recherche scientifique sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
L. MICHEL

Le Ministre de la Recherche scientifique,
Ch. PICQUE

Art. 6. In het kader van de uitoefening van zijn opdracht, rapporteert de Hoge Vertegenwoordiger rechtstreeks aan de Minister of, wanneer de bepalingen van artikel 5 toegepast worden, aan de betrokken Minister.

Art. 7. Volgens de regels in te schrijven in het huishoudelijk reglement van het Directiecomité van de Federale Programmatorische overheidsdienst « Wetenschapsbeleid », neemt de Hoge Vertegenwoordiger deel aan de vergaderingen ervan voor de aangelegenheden waarvoor hij bevoegd is.

Art. 8. De Hoge Vertegenwoordiger krijgt de medewerking van de Federale Programmatorische overheidsdienst « Wetenschapsbeleid ».

Hij ontvangt de administratieve en logistieke bijstand noodzakelijk voor het vervullen van zijn opdracht. De regelingen voor deze medewerking en deze bijstand worden vastgelegd door de Minister na overleg met de Hoge Vertegenwoordiger.

Art. 9. De Hoge Vertegenwoordiger behoudt het voordeel van de bepalingen als bedoeld in de artikelen 4 en 5 van het koninklijk besluit van 20 maart 1997 houdende het statuut van de secretaris-generaal en van sommige personeelsleden van de Federale Diensten voor Wetenschappelijke, Technische en Culturele Aangelegenheden alsmede de prerogatieven verbonden aan zijn rang, voor zover die bepalingen en prerogatieven gunstiger voor hem zijn dan die verbonden aan zijn functie van Hoge Vertegenwoordiger.

Hij behoudt overigens de vertegenwoordigingsmandaten die hij op het ogenblik namens de Minister of de Federale Diensten voor Wetenschappelijke, Technische en Culturele Aangelegenheden in diverse instellingen uitoefent.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 7 april 2003 en treedt buiten werking de dag waarop de Hoge Vertegenwoordiger met pensioen gaat.

Art. 11. Onze Minister van Buitenlandse Zaken en Onze Minister van Wetenschappelijk Onderzoek zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 april 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
L. MICHEL

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek,
Ch. PICQUE

SERVICE PUBLIC FEDERAL DE PROGRAMMATION GESTION DES ACTIFS

F. 2003 — 1619

[C — 2003/14084]

8 AVRIL 2003. — Arrêté royal fixant les modalités et règles de participation à une action promotionnelle qui, organisée par la Loterie Nationale à l'occasion du 25^e anniversaire de la création du « Lotto », concerne la participation à cette forme de loterie selon la méthode de traitement, appelée « Abonnement »

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale, notamment l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et l'article 6, § 1^{er}, 1^o, modifiés par la loi-programme I, du 24 décembre 2002;

Vu l'arrêté royal du 12 décembre 2001 portant le règlement du Lotto et du Joker, loteries publiques organisées par la Loterie Nationale, modifié par les arrêtés royaux des 3 février 2002, 9 août 2002 et 25 octobre 2002;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le premier tirage du Lotto a eu lieu le 4 février 1978 et que cette loterie publique organisée par la Loterie Nationale connaît donc son 25^e anniversaire en 2003;

PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST ACTIVABEHEER

N. 2003 — 1619

[C — 2003/14084]

8 APRIL 2003. — Koninklijk besluit tot bepaling van de deelnemingsmodaliteiten en -regels aan een door de Nationale Loterij naar aanleiding van de 25^e verjaardag van de invoering van de « Lotto » georganiseerde promotie-actie, die betrekking heeft op de deelneming aan deze loterijvorm volgens de verwerkingsmethode die « Abonnement » wordt genoemd

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij, inzonderheid op artikel 3, § 1, eerste lid, en op artikel 6, § 1, 1^o, gewijzigd bij de programmawet I, van 24 december 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 december 2001 houdende het reglement van Lotto en Joker, door de Nationale Loterij georganiseerde openbare loterijen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 februari 2002, 9 augustus 2002 en 25 oktober 2002;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de eerste Lotto-trekking plaats had op 4 februari 1978 en dat deze door de Nationale Loterij georganiseerde openbare loterij bijgevolg haar 25^e verjaardag viert in 2003;